

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES****RÈGLEMENT DE CONSULTATION****PHASE CANDIDATURE**

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE RESTREINTE**  
(EN APPLICATION DES ARTICLES L.2323-1, R.2323-1 A R.2123-4, R.2362-1 A R.2362-6, R.2362-8 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

**Acheteur public**

État - Ministère des Armées - Secrétariat Général pour l'Administration  
Direction Centrale du Service Infrastructure de la Défense  
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est

**Représentant du pouvoir adjudicateur**

Le directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Est  
Caserne Ney – CS 92005 – 57 044 METZ CEDEX 01

**Objet de l'accord-cadre**

**N° Projet : DAF\_2025\_000394**

Accord cadre à bons de commande pour la maintenance préventive et corrective des installations de sûreté des quartiers Kléber et Corne de Gand à Lille (59)

**Remise des candidatures**

**Date limite de réception : 31 juillet 2025 avant 12h00**

**Niveau de classification :**

MD	MA	MS	SF	NP
		X		
Marché avec détention d'ISC	Marché avec accès d'ISC	Marché sensible	Spécial France	Marché non protégé

<b>PREAMBULE : INFORMATIONS POUR LA PRISE EN COMPTE DE LA DEMATERIALISATION DES ACHATS DE L'ETAT.....</b>	<b>4</b>
<b>DEMATERIALISATION - RAPPELS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 SERVICE ACHETEUR .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2 OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
2.1 DESCRIPTION DE L'ACCORD-CADRE .....	5
2.2 LIEU D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	5
2.3 QUANTITÉ OU ÉTENDUE GLOBALE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
2.4 DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE EN LOTS.....	5
2.5 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
2.6 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE .....	6
2.7 QUALIFICATION ET FORMALITÉS DE L'ACCORD-CADRE .....	6
2.8 DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS INTÉRESSANT LES ARMÉES.....	6
2.9 MESURES PARTICULIÈRES CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ .....	7
2.10 DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	7
2.11 CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	8
2.12 INSERTION PAR L'ACTIVITÉ DU MILITAIRE BLESSÉ.....	8
<b>ARTICLE 3 PROCEDUR.....</b>	<b>9</b>
3.1 PROCÉDURE .....	9
3.2 NÉGOCIATION.....	9
3.3 ANALYSE DES PLIS.....	9
3.4 ACCORDS-CADRES NÉGOCIÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PASSÉES ULTÉRIEUREMENT AU TITRE DE L'ARTICLE R.2122-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE .....	9
3.5 DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES .....	9
3.6 LANGUE DANS LAQUELLE DOIVENT ÊTRE RÉDIGÉES LES CANDIDATURES. ....	9
3.7 CLAUSES DE RÉEXAMEN .....	9
<b>ARTICLE 4 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT .....</b>	<b>10</b>
4.1 MODALITÉS DE FINANCEMENT .....	10
4.2 PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	10
4.3 MODALITÉS ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	10
4.4 FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVÊTIR L'ATTRIBUTAIRE DE L'ACCORD-CADRE : .....	10
<b>ARTICLE 5 LES RÈGLES DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>10</b>
5.1 CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION .....	10
5.2 MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION .....	11
5.3 CONDITIONS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	11
5.4 VISITE DES LIEUX .....	11
5.5 DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES .....	11
5.6 DÉMATÉRIALISATION DES MARCHÉS PUBLICS.....	11
<b>ARTICLE 6 CONDITIONS GÉNÉRALES DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>12</b>
6.1 TRANSMISSION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE.....	12
6.2 MODALITÉS DE TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE (CLEF USB OU SUPPORT PAPIER).....	15
<b>ARTICLE 7 CONTENU DES PLIS .....</b>	<b>15</b>
7.1 DOSSIER CANDIDATURE .....	16
7.2 PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE.....	17
7.3 PRISE EN COMPTE DES CAPACITÉS D'AUTRES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES (AUTRES QUE COTRAITANTS) : .....	18

7.4	PLI DE SAUVEGARDE .....	18
<b>ARTICLE 8</b>	<b>JUGEMENT DES CANDIDATURES .....</b>	<b>19</b>
8.1	NOMBRE DE CANDIDATS.....	19
8.2	ANALYSE DES CANDIDATURES .....	19
<b>ARTICLE 9</b>	<b>SUITE DE LA PROCEDURE .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 10</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 11</b>	<b>JURIDICTION CHARGEE DES RECOURS.....</b>	<b>20</b>

**ANNEXES :**

- 1/ Attestation de mise à disposition de capacités
- 2/ Engagement du service envers les fournisseurs
- 3/ Formulaires DC1 et DC2
- 4/Formulaire CPPM
- 5/ Formulaire DICS

**PREAMBULE : INFORMATIONS POUR LA PRISE EN COMPTE DE LA DEMATERIALISATION DES ACHATS DE L'ETAT****DEMATERIALIZATION - RAPPELS**

En application des dispositions prévues à l'article R.2132-7 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique (CCP), dans le cadre de cette consultation, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et à l'offre) sont transmis uniquement par voie électronique. **Ainsi, le candidat qui enverrait son pli sous un support autre que celui du profil d'acheteur (via la PLACE) verra son offre jugée irrégulière** au sens de l'article L.2152-2 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018.

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent également par voie électronique. **Sur ce point, l'attention du soumissionnaire est appelée sur le fait que l'adresse mail utilisée dans le cadre de ces échanges sera l'adresse ayant servi au retrait du dossier de consultation ou dépôt du pli.**

Les documents de la consultation dont la signature électronique est requise doivent être signés électroniquement avec un certificat de signature conforme au RGS ou équivalent.

A cet effet, nous conseillons aux soumissionnaires de se munir d'un certificat de signature électronique au moment de la remise du pli.

En conséquence, le SID Nord Est :

- **Met en œuvre la mise en consultation et la dématérialisation via PLACE (Plateforme des AChats de l'Etat) de toutes les procédures de passation des accords-cadres > 40k€ HT impliquant :**
  1. Mise en ligne des consultations > 40 k€ HT dans PLACE ;
  2. Echanges dématérialisés systématiques et obligatoires avec les entreprises via PLACE (demandes d'informations, réponses, modificatifs au RC...) ;
  3. Réception des offres électroniques et téléchargement et ouverture des plis dématérialisés via PLACE ;
  4. Signature électronique de l'accord-cadre pour notification à l'entreprise via PLACE et suivi accusé réception date de notification.

***Est-il possible de déposer une candidature de manière dématérialisée sans signer électroniquement ?***  
***OUI.***

**La signature électronique de l'acte d'engagement, au stade de la remise des offres, n'est pas obligatoire. Elle reste toutefois possible et conseillée, notamment si vous disposez déjà d'un certificat de signature électronique valide.**

NB : Seul le soumissionnaire auquel il sera envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra signer, de façon électronique, l'acte d'engagement qui lui aura été remis par l'acheteur.

**ARTICLE 1 SERVICE ACHETEUR**

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est  
Service Achats Infrastructure  
Bureau Achats Métiers – Pôle 1  
Caserne Ney  
CS 92 005  
1, rue du Maréchal Lyautey  
57044 METZ. Cedex 01

**ARTICLE 2 OBJET DE LA CONSULTATION****2.1 Description de l'accord-cadre**

La présente consultation a pour objet la maintenance préventive et correctives des installations de sûreté des quartiers Kléber et Corne de Gand à Lille (59).

Nomenclature CPV : 42122180-5

Les prestations seront réalisées conformément aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) fourni lors de la phase offres. Elles sont divisées en 2 types de prestations :

- - La maintenance préventive, prestations forfaitaires, partie de l'accord cadre ;
- - La maintenance corrective, prestations à prix unitaires.

**2.2 Lieu d'exécution de l'accord-cadre**

Les prestations seront exécutées à Lille (59000) sur les emprises :

- Du quartier KLEBER – rue du pont neuf
- Du quartier de la Corne de Gand – rue de Gand.

**2.3 Quantité ou étendue globale de l'accord-cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, passé en application des articles R.2362-1 à R.2362-6 et R.2362-8 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre comprenant des prestations à prix forfaitaires (maintenance préventive) et des prestations à prix unitaires (maintenance corrective). Chaque type de prestation fera l'objet d'un bon de commande.

Conformément aux dispositions de l'article R.2362-5 du code de la commande publique, les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

**2.4 Décomposition de l'accord-cadre en lots**

L'accord cadre n'est pas alloti.

**2.5 Durée de l'accord-cadre**

Le présent accord cadre est conclu pour une première période, incluant une Période de Préparation (PP) de deux mois, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2025, ou du lendemain de sa date de notification si celle-ci est postérieur, jusqu'au 30 novembre 2026. Il est reconductible tacitement deux (2) fois par période d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder **trois (3) années**.

Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas s'opposer à la reconduction.

A l'issue de chaque période, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas reconduire l'accord-cadre. Il notifiera au titulaire par écrit, un mois au moins avant l'échéance de la période en cours, la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre.

En cas de non reconduction, les travaux des bons de commande émis, avant expiration de l'accord-cadre, devront être terminés aux mêmes conditions par le titulaire de l'accord-cadre.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, l'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité.

## 2.6 Montant de l'accord-cadre

Les montants minimum et maximum, par période, sont les suivants :

	MONTANT MINIMUM par période (part forfaitaire) € HT	MONTANT MAXIMUM (part forfaitaire + prestations à prix unitaires) sur la durée totale en € HT
Période n°1	Montant de la part forfaitaire	442 000,00 € HT
Période n°2	Montant de la part forfaitaire	
Période n°3	Montant de la part forfaitaire	

## 2.7 Qualification et formalités de l'accord-cadre

Le Service d'infrastructure de la Défense Nord-Est (SID Nord-Est) agit pour l'ensemble des formalités suivantes :

- Lancement de l'appel d'offres,
- Notification de l'accord-cadre,
- Suivi administratif et financier de l'accord-cadre,
- Révision des prix,
- Pénalités,
- Résiliation de l'accord-cadre,
- Établissement des avenants à l'accord-cadre,
- Litiges et contentieux.

Le directeur du SID Nord-Est, représentant du Pouvoir Adjudicateur de l'accord-cadre (RPA) est désigné acheteur.

Les Unités de Soutien d'Infrastructure de la Défense (USID), Section Ingénierie de la Maintenance, agissent pour les formalités de :

- Suivi technique de l'accord-cadre,
- Correspondance avec le titulaire par ordre de service,
- Établissement des bons de commandes,
- Vérification des prestations.

## 2.8 Dispositions relatives aux prestations intéressant les Armées

Le présent dossier intéressant les Armées, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises et à le retourner au plus tard à la date fixée pour la remise des offres.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions des articles 1.8 et 6 du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P), qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence.

### 2.8.1 Marché sensible

L'exécution de l'accord cadre relève des contrats sensibles conformément aux dispositions de l'annexe 33 de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Dans le cadre

des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire devra s'engager à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

De même, chaque personne physique devant intervenir devra au préalable fournir à l'administration une déclaration individuelle attestant notamment qu'elle a pris connaissance des dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.

La recevabilité de la candidature est subordonnée pour les candidats (et pour chaque société en cas de groupement d'opérateurs économiques), à la fourniture des documents mentionnés à l'article 7.2 du présent règlement de consultation.

L'attribution de l'accord-cadre identifié « Marché Sensible » (MS) est obligatoirement subordonnée à la validation du contrôle primaire de la personne morale (CPPM).

Dans le cadre de l'instruction de la demande de contrôle primaire pour le candidat, un avis avec réserve ou défavorable du service enquêteur compétent pour le ministère des Armées peut conduire le maître d'ouvrage ou son délégataire à écarter la candidature concernée.

### **2.8.2 Autorisation d'accès dans sites et zones du ministère des Armées**

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- Une demande de contrôle primaire en version numérique remplie, non signée, au format natif ;
- Une demande de contrôle primaire remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF ;
- Un scan de la carte d'identité en version PDF.

**Nota :** Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir un contrôle primaire validé. De ce fait, les prestations ne pourront débuter qu'à partir du moment où les contrôles primaires seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

À l'issue de l'enquête, pour chaque personnel qui se verra attribué le statut « Accès avec réserves » ou « Interdit d'accès », le titulaire de l'accord-cadre se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s). Il devra proposer d'autres personnes à soumettre au contrôle primaire.

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. **Le titulaire de l'accord-cadre assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.**

## **2.9 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé**

Un plan de prévention sera établi avec le chargé de sécurité et de prévention du corps (ou de l'entité où se réaliseront les prestations).

Les mesures particulières applicables au marché sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P).

Dans le cas d'une pandémie ou d'une crise sanitaire à venir, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés. De plus, il se réfèrera aux préconisations du chargé de prévention de l'entité où se réaliseront les prestations.

## **2.10 Développement durable**

En application des dispositions des articles L.2111-1, L.2112-2 et L.2112-4 du code de la commande publique, les conditions d'exécution de l'accord-cadre intègrent des éléments à caractère environnemental, qui prennent en compte des objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement avec la mise en place :

- D'une trame de Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Élimination des Déchets de chantier (**SOGED**) ;
- De propositions d'amélioration et d'évolution des matériels permettant d'instaurer une dynamique d'**économie d'énergie** de façon à pérenniser l'ensemble des installations.

### 2.11 Clause sociale d'insertion

Sans objet

### 2.12 Insertion par l'activité du militaire blessé

Pour promouvoir la reconversion des militaires blessés, le représentant du pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en incluant dans le CCAP de la consultation de la phase offre, une clause sociale obligatoire, constitutive d'une condition d'exécution.

Pour l'exécution de cette clause, l'entreprise titulaire doit obligatoirement assurer l'accueil en stage d'un ou de plusieurs militaires blessés, pour une durée d'un à trois mois, en accord avec Défense mobilité et l'acheteur. S'ils le souhaitent, les titulaires peuvent dépasser cette durée.

A ce titre, le soumissionnaire renseigne obligatoirement, dans son offre, la fiche de stage, qui sera annexée au règlement de la consultation, qui constitue un élément du cadre de réponse. En complément, s'ils le souhaitent, les soumissionnaires peuvent proposer d'autres projets permettant d'enrichir leur offre sociale.

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause sociale obligatoire du militaire blessé.

Une offre qui ne satisfait pas à cette condition d'exécution est déclarée irrégulière au motif de non-respect des documents de la consultation.

La clause sociale du militaire blessé a pour objet de proposer un stage de découverte à un militaire blessé identifié par Défense mobilité, en charge de la reconversion des militaires.

Le contenu du stage est décrit dans la fiche de stage fournie par le soumissionnaire lors de la remise de son offre.

Une mise au point peut être réalisée au moment de la notification du marché entre toutes les parties prenantes.

Le volume exigé date à date est d'un (1) à trois (3) mois de stage (date à date), à réaliser au profit d'un blessé, au minimum, pendant la durée d'exécution du marché.

Le titulaire peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage sans faire augmenter son obligation d'accueil.

Il n'y a pas d'obligation, pour le titulaire, de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou de l'acheteur, dès qu'un ou plusieurs profils de blessés sont proposés par Défense mobilité. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines de l'entreprise souhaitable. A cette occasion, la fiche de stage – qui a une fonction de dialogue – peut être ajustée selon ou le ou les profils proposés par Défense mobilité, et la convention de stage est renseignée et signée.

Conformément à cette dernière, le référent entreprise accueille le stagiaire dans les locaux du titulaire en immersion complète ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées.



**ARTICLE 3 PROCEDURE****3.1 Procédure**

La présente consultation est réalisée selon la procédure adaptée restreinte en application des articles L.2324-2, L.2323-1, R.2323-1 à R.2123-4, R.2362-1 à R.2362-6, R.2362-8 et R.2324-2 du code de la commande publique (marché de défense ou de sécurité).

**3.2 Négociation**

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats les mieux classés à l'issue de l'étude initiale des offres. Un nouveau classement sera établi après négociation et déterminera l'attributaire de l'accord-cadre.

Si le nombre d'offres conformes et classées est inférieur à trois, la négociation pourra quand même être engagée.

NOTA : le RPA se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

**3.3 Analyse des plis**

La personne publique analyse les seuls plis qui seront reçus au plus tard à la date et à l'heure limite fixées en page de garde du présent document.

S'il est constaté que le dossier de candidature est incomplet, la personne publique peut demander, par écrit, aux candidats, de régulariser le contenu de ce dernier, dans les conditions fixées par les articles R.2344-1 à 5 du code de la commande publique.

**3.4 Accords-cadres négociés susceptibles d'être passés ultérieurement au titre de l'article R.2122-7 du code de la commande publique**

Sans objet.

**3.5 Date limite de remise des candidatures**

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant l'heure et la date limite indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

**3.6 Langue dans laquelle doivent être rédigées les candidatures.**

Les offres seront entièrement rédigées en langue française.

**3.7 Clauses de réexamen**

Des clauses de réexamen sont prévues dans les pièces contractuelles du marché. Elles permettent d'encadrer certaines modifications possibles du contrat en cours d'exécution, sans nouvelles procédures de mise en concurrence.

Les conditions et modalités d'application de ces clauses sont définies dans le CCP).

Les candidats sont invités à en prendre connaissance attentivement, les modifications possibles du marché en cours d'exécution étant strictement encadrées.

**ARTICLE 4 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT****4.1 Modalités de financement**

L'accord-cadre est financé sur le budget de l'État et payé par virement administratif, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement du titulaire.

**4.2 Prix de l'accord-cadre**

Les prix de l'accord cadre sont de type mixtes :

- Prix forfaitaires pour ce qui concerne les prestations annuelles,
- Prix unitaires pour ce qui concerne les prestations ponctuelles.

Les prix sont fermes lors de la première période puis révisables lors de chaque reconduction.

**4.3 Modalités essentielles de paiement**

- A) Avance sous conditions, correspondant à 30 % du montant minimum de l'accord-cadre ou du bons de commande.
- B) Acomptes trimestriel par virement pour les prestations forfaitaires ; paiement à réception des prestations pour les prestations ponctuelles.

**4.4 Forme juridique que devra revêtir l'attributaire de l'accord-cadre :**

Pour chacun des lots qui le compose, l'accord-cadre sera conclu :

- Soit avec un opérateur économique unique,
- Soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même accord-cadre.

Il est interdit de présenter une offre en agissant à la fois en tant que candidat individuel ou membre d'un ou de plusieurs groupements.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, aucune forme juridique n'est imposée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Compte tenu des contraintes opérationnelles du ministère des Armées, et des attendus du maître d'ouvrage en terme d'exécution, ne pouvant supporter aucun retard, la solidarité du groupement est imposée afin de pallier les risques liés à toutes défaillance éventuelle d'un opérateur économique.

La composition du groupement ne pourra être modifiée, entre la date de remise des offres et la date de signature de l'accord-cadre, que dans les conditions prévues à l'article R.2142-26 du code de la commande publique.

**ARTICLE 5 LES RÈGLES DE LA CONSULTATION****5.1 Contenu du dossier de la consultation**

Le dossier de consultation (pièces fournies gratuitement aux candidats) comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC) et ses annexes :
  - Attestation de mise à disposition des capacités ;
  - Engagement du service envers les fournisseurs ;
- Les formulaires DC1, DC2 ;
- Le formulaire CPPM ;
- Le formulaire Déclaration individuelle contrat sensible (DICS).

## 5.2 Modifications du dossier de la consultation

Le SID Nord-Est se réserve le droit d'apporter, au plus tard **six jours** avant la date limite pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Le décompte du délai se fait à partir de la date d'envoi de l'additif.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5.3 Conditions de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible et peut être téléchargé sur le site : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence de la consultation, projet n° DAF\_2025\_000394.

## 5.4 Visite des lieux

La visite des lieux sera obligatoire lors de la phase offres.

## 5.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres sera de **six (6) mois** à compter de la dernière date limite de remise des offres.

## 5.6 Dématérialisation des marchés publics

La "dématérialisation des marchés publics" se traduit par l'utilisation de la voie électronique pour tous les échanges qui interviennent dans le processus d'achat public (accès à la consultation, remise des documents relatifs à la candidature et à l'offre, demande et échanges d'informations, demande de précision, déliement d'offre, lettre de rejet, lettre d'attribution et notification).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la dématérialisation de la procédure, ***l'adresse mail utilisée dans le cadre de ces échanges sera l'adresse ayant servi au retrait du dossier de consultation.***

Les documents, dont la signature électronique sera requise lors de l'attribution, doivent être signés électroniquement. L'obtention d'un certificat de signature électronique est à la charge de chaque candidat.

Concernant l'acquisition des certificats, un délai de 8 à 15 jours est évoqué, sous condition de la production d'un dossier complet. La remise peut aller jusqu'à trois semaines, il est donc nécessaire d'anticiper la demande.

Ainsi, l'acheteur conseille à chaque soumissionnaire de se munir d'un certificat de signature électronique au moment de la remise du pli. Il convient de vérifier que le certificat figure bien sur la liste européenne et qu'il correspond au niveau minimum exigé pour les marchés publics (cf. arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique accessible sur le site [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr)), soit une signature avancée reposant sur un certificat qualifié<sup>1</sup>.

## **Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son offre**

Les paramètres à prendre en compte par le candidat : les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

## **La boîte aux lettres du candidat (BAL)**

**Attention :** certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE). Les candidats doivent être vigilants sur ce point et vérifier également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de

<sup>1</sup> L'arrêté du 12 avril 2018 laisse la possibilité d'utiliser un certificat de signature électronique de type RGS au-delà du 1<sup>er</sup> octobre 2018, le temps de sa validité.

l'entreprise ou redirigées vers les « *courriers indésirables* ». L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la PLACE, notamment [nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

### **Manuel d'utilisation**

Un manuel d'utilisation est disponible sur le site afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site.

### **Difficultés**

En cas de difficultés sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE), l'assistance téléphonique est joignable au 01.76.64.74.07.

Une assistance en ligne est mise à la disposition des entreprises depuis le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide> ou via une languette « Assistance » située à droite de l'écran.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS GÉNÉRALES DE REMISE DES PLIS**

En application des dispositions prévues à l'article R.2332-11 du code de la commande publique, **dans le cadre de cette consultation, les documents requis des candidats doivent être transmis uniquement par voie électronique.**

Le dépôt électronique des plis s'effectue sur le profil acheteur du MINARM, soit exclusivement sur le site de la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Ainsi, le candidat qui enverrait son pli sous un autre support que celui du profil d'acheteur (via la PLACE) verra son offre jugée irrégulière au sens de l'article L.2352-2 du code de la commande publique.

### **6.1 Transmission par voie électronique**

#### **6.1.1 Modalités de téléchargement**

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) accessible depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant (**mode recommandé par l'acheteur**), de façon à être informé en cas de modification du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), soit en téléchargement anonyme (fortement déconseillé). Seuls les candidats identifiés pourront être informés des modifications susceptibles d'être apportées au D.C.E.

**Important :** Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique **devra impérativement vérifier** que l'adresse des échanges avec la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) '[nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr)' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

Le cas échéant, la transmission des documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée par voie papier.

#### **6.1.2 Transmission des dossiers par voie électronique via PLACE**

L'opérateur économique va avoir besoin de s'identifier, ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Les documents transmis doivent être compressés.

Les formats utilisés pour la transmission électronique des plis (candidatures et offres) doivent être choisis dans un format largement disponible : Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai et ne sera pas admis par l'acheteur. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

**NOTA :** Chaque envoi, via la Plateforme des Achats de l'État (PLACE), correspond à une offre. Cet envoi doit contenir l'ensemble des pièces décrites à l'article 6 du présent règlement de la consultation.

Si plusieurs envois électroniques sont effectués par le soumissionnaire, seul le dernier pli réceptionné sera ouvert conformément aux dispositions de l'article R.2151-6 du code de la commande publique.

### **6.1.3 Candidature**

Les opérateurs économiques doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- **Lettre de candidature ou formulaire référencé DC 1** dans sa dernière version en vigueur disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> , complété dans son intégralité ;
- **Déclaration du candidat ou formulaire référencé DC 2** dans sa dernière version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> reprenant l'ensemble des informations demandées au candidat au titre de la consultation et permettant d'établir ses capacités ou l'ensemble des documents mentionnés ci-dessous.

### **6.1.4 La signature électronique**

En application des dispositions de l'arrêté du 12 avril 2018, relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, la mise en œuvre de la signature électronique impose à chaque candidat de disposer :

- D'un **certificat de signature électronique** (clé format USB ou carte à puce), acheté auprès d'un prestataire qualifié et valable généralement de 1 à 3 ans, et conforme au règlement n° 910/2014 dit « eIDAS » ;
- D'un **outil de signature** qui permet d'apposer la signature avec le certificat sur le fichier souhaité. Si le candidat dispose dans son entité d'un parapheur électronique ou d'un outil spécifique pour signer, il n'est pas obligé d'utiliser l'outil de signature mis à disposition sur la plate-forme de dématérialisation de l'acheteur.  
L'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant) doit produire des jetons de signature<sup>2</sup> conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés (XAAdES, CAdES et PAdES).

Quels que soient les outils utilisés, ils ne doivent pas modifier le document, ce qui porterait atteinte à son intégrité.

### **6.1.5 Les exigences relatives aux certificats de signature électronique du signataire**

Le certificat de signature électronique du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

---

<sup>2</sup> Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé) : avec le format XAdES, les informations sur la signature (identité, date...) sont dans le fichier .xml qui est généré. Avec le format PAdES, la signature est identifiable dans le fichier sous forme d'empreinte visible. Dans tous les cas, l'identité du signataire est affichée lors de la création de la signature, puis demeure avec ou dans le fichier.

**1<sup>er</sup> cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification « reconnue » mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue>
- <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-trusted-lists-trust-service-providers>

*Il s'agit de signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié, conforme au règlement eIDAS (pour la France, pour l'Europe).*

- *Soit la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;*
- *Soit la signature électronique qualifiée (niveau 4).*

*Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.*

**2<sup>ème</sup> cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance**

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

- **la procédure permettant la vérification** de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)
- **les outils techniques de vérification du certificat** : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- **l'adresse du site internet du référencement du prestataire** par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

**6.1.6 Outil de signature utilisé pour signer les fichiers**

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

**Cas 1 :** Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE).

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

**Cas 2 :** Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

**NB : La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société (ou disposer d'une délégation à cet effet).**

**6.2 Modalités de transmission de la copie de sauvegarde (clef USB ou support papier)**

Les documents seront placés dans deux enveloppes, de la façon suivante :

**Une enveloppe intérieure unique et cachetée.**

Elle contiendra le dossier de candidature (cf. art. 7-1). Cette enveloppe intérieure portera les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;"><b>COPIE DE SAUVEGARDE</b></p> <p>Projet n° <b>DAF_2025_000394</b> relatif à la maintenance des installations de sûreté des quartiers Kléber et Corne de Gand à Lille (59)</p> <p style="text-align: center;">Enveloppe intérieure CANDIDATURE</p> <p style="text-align: center;"><b>ENTREPRISE :</b> <b><u>NE PAS OUVRIR</u></b></p>
--

**L'enveloppe intérieure sera placée dans une enveloppe extérieure, qui portera l'adresse suivante :**

<p style="text-align: center;">Service d'infrastructure de la défense Nord-Est SAI-BAM-Pôle 1 Caserne NEY - 1 rue du Maréchal Lyautey – CS 92005 57044 METZ Cedex 01</p>
--

**Le pli sera :**

- Soit remis contre récépissé au service achat infrastructure du SID Nord-Est (horaires d'ouverture du lundi au jeudi, sauf jours fériés, de 08h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h30 ; le vendredi de 08h30 à 11h30).  
**Aucun pli ne sera réceptionné en dehors de ces horaires ;**
- Soit envoyé par voie postale, en recommandé avec avis de réception.

Dans l'un et l'autre cas, les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure définies, ne seront pas retenus.

***NOTA : En cas de recours à une société de portage de plis, l'administration ne peut être tenue responsable de la présentation de plis en dehors des horaires d'ouverture du service.***

**ARTICLE 7 Contenu DES PLIS**

Les dossiers des candidats seront entièrement rédigés en langue française.

Les candidats sont informés que l'administration conclura l'accord-cadre dans l'unité monétaire suivante : "EURO".

Le dossier à remettre par les candidats contiendra les documents nécessaires à l'analyse de la candidature (article 7-1).

## 7.1 Dossier candidature

### 7.1.1 Généralités

La sélection des candidatures se fera conformément aux dispositions de l'article L.2341-1 et des articles R.2342-1 à R.2342-15 du code de la commande publique.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché ou accord-cadre en application des L.2341-1 à L.2341-5 du code de la commande publique, ou qui, le cas échéant, après mise en œuvre des dispositions de l'article R.2344-1, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces et renseignements demandés ci-après ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation de l'accord-cadre.

Les candidats doivent justifier et apporter la preuve de leurs capacités juridiques, économiques, financières, techniques et professionnelles à réaliser **toutes les prestations pour lesquelles ils se portent candidats**.

Les capacités s'apprécient globalement tous opérateurs économiques confondus composant la candidature.

À cette fin, il sera fourni obligatoirement **pour chaque opérateur économique**, les renseignements concernant la situation propre du candidat, les justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique, les renseignements et les formalités nécessaires pour l'évaluation de leurs capacités économique et financière, professionnelle et technique minimales requises.

Pour présenter ces renseignements, l'acheteur invite le candidat à utiliser les imprimés DC1 et DC2 joints au présent dossier de consultation et qui contiennent certains des éléments demandés.

Les candidats ne sont plus tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation, lorsque les conditions introduites selon l'article R.2343-14 et R.2343-15 du code de la commande publique sont remplies. PLACE propose un dispositif de coffre-fort numérique permettant le dépôt des attestations fiscales et sociales, accessibles dans le cadre de la remise d'une offre électronique.

### 7.1.2 Pièces à fournir par l'opérateur économique unique ou le groupement d'opérateurs économiques (cotraitants)

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les documents et renseignements ci-dessous sont à fournir pour chaque membre du groupement (à l'exception du DC1 qui est commun à tous les membres du groupement).

Les documents et renseignements à fournir sont :

#### 7.1.3 Situation juridique

- Lettre de candidature (formulaire DC1), incluant notamment :

- L'information selon laquelle le candidat se présente seul ou en groupement ;

Une déclaration sur l'honneur certifiant que le candidat a satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales (articles L.2341-1 à L.2341-3 et L.2341-5 du code de la commande publique et articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés)

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la ou les copies des jugements prononcés à cet effet. **Les entreprises devront justifier de leur habilitation à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre (article L.2341-2 du code de la commande publique)**

#### 7.1.3.1 Capacités économiques et financières/niveau minimum exigé

- a) Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2), mentionnant le chiffre d'affaires des trois dernières années.

- b) Niveau spécifique minimal exigé :

La moyenne des trois derniers chiffres d'affaires annuels disponibles doit être supérieure à **100 000 € HT**



### 7.1.3.2 - Capacités techniques et professionnelles/niveau minimum exigé

Liste de références de prestations exécutées au cours des trois dernières années et de même nature que ceux faisant l'objet de la présente consultation.

Cette liste, qui se limitera à quelques références pertinentes et vérifiables sur des opérations de nature et complexité comparables, sera détaillée et fera obligatoirement ressortir, pour chaque référence, l'objet avec indication des caractéristiques principales, son montant, l'époque de réalisation (date), le lieu d'exécution et les organismes pour lesquels les prestations ont été réalisées, avec indication des coordonnées d'un correspondant de l'organisme bénéficiaire.

Cette liste est à fournir dans tous les cas pour chaque opérateur économique.

En l'absence de telles références ou en cas de références insuffisantes, le candidat produira tous les éléments nécessaires à l'appréciation de ses capacités notamment ses qualifications professionnelles (expériences et qualification des personnels) et ses moyens.

La preuve des capacités techniques et professionnelles peut être apportée :

- Par tout moyen à sa convenance notamment par des certificats de bonne exécution de prestations,
- Par des certificats de qualifications professionnelles, par des certificats d'identité professionnelle,
- Par des certificats de qualité.

➤ Qualification souhaitée :

Référence qualification	Intitulé qualification
<b>Qualification NF367-181 à 183</b>	Installation et maintenance de systèmes de détection d'intrusion et de vidéosurveillance
<b>Certification APSAD</b>	Systèmes de détection intrusion, systèmes de vidéosurveillance, systèmes de contrôle d'accès

Les entreprises de création récente sont invitées à justifier de leurs capacités financières, techniques, ainsi que de leurs références professionnelles par tout moyen.

➤ Qualification obligatoire : néant

## 7.2 Présentation de la candidature

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra obligatoirement les pièces suivantes, dûment complétées et signées :

- 1) Le DC1,
- 2) Le DC2 ;
- 3) Le Kbis accompagné d'un pouvoir éventuel ;
- 4) L'attestation de mise à disposition des capacités ;
- 5) Le dossier technique détaillant les références de la société, ses matériels et moyens humains, les qualifications, pouvoir de la personne habilitée à engager la société, CNI ;
- 6) Le formulaire CPPM rempli, signé et accompagné de la copie recto-verso de la pièce d'identité (ou remplacée par l'attestation d'habilitation si la société est déjà habilitée) ;
- 7) Le formulaire DICS de chaque personnel qui interviendra sur site (rempli, signé et accompagné de la CNI recto-verso).

### 7.2.1 Sélection de candidatures dans la passation d'un contrat sensible

Le projet de contrat est sensible, conformément aux dispositions de de l'annexe 33 de l'instruction générale interministérielle (IGI 1300) sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 13 novembre 2020 portant approbation de ladite instruction.

**La recevabilité de la candidature est subordonnée, pour les candidats (et chaque société en cas de groupement d'entreprises), à la fourniture :**

- D'un extrait du registre du commerce et des sociétés (K bis) ou équivalent de moins de trois mois ;
- De la fiche de renseignements – contrat sensible ;
- D'une copie recto verso de la pièce d'identité de la personne mentionnée sur la fiche de renseignements – contrat sensible, en cours de validité.

**La fiche de renseignements – contrat sensible sera renseignée par le dirigeant ayant le pouvoir d'engager la société (personne morale obligatoirement nommée sur le K-bis).**

Aux termes de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, dans le cadre de l'instruction d'une demande de contrôle primaire pour un candidat, un avis avec réserve du service enquêteur compétent pour le ministère des armées peut conduire le pouvoir adjudicateur ou son délégataire à écarter la candidature concernée.

**En conséquence, chacun des candidats sélectionnés (ensemble des entreprises en cas de groupement) fera l'objet d'un contrôle primaire. L'attribution de l'accord-cadre est conditionnée à la validation du contrôle primaire pour l'attributaire pressenti.**

NB : La demande de CPPM (Contrôle Primaire de la Personne Morale) n'est pas à fournir lorsque l'entreprise possède une attestation d'habilitation aux informations ou supports classifiés (ISC) en cours de validité, qu'elle devra dans ce cas produire à son dossier, accompagné de l'attestation de non changement de la personne morale. De même celle-ci n'est pas à fournir si l'entreprise a déjà fait l'objet d'une demande de CPPM auprès de l'ESID de Metz et que celle-ci a été validée. L'entreprise devra juste transmettre la référence et la date de fin de validité.

### **7.3 Prise en compte des capacités d'autres opérateurs économiques (autres que cotraitants) :**

Pour justifier de ses capacités, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre cet (ces) opérateur(s) (sous-traitant en particulier) et lui-même.

Les pièces à fournir pour chacun de ces opérateurs économiques sont les suivantes :

- Pour chaque opérateur économique présenté, le candidat produira les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés (cf. article 6-1.2 ci-dessus) ;
- En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de cet opérateur, conformément au cadre joint au présent règlement.

Si l'opérateur économique est une filiale, le candidat fournira en plus la preuve de son statut de filiale par tout moyen à sa convenance (organigramme, etc.).

### **7.4 Pli de sauvegarde**

La remise d'un support informatique (clé USB de sauvegarde) OU d'un support papier de sauvegarde contenant l'ensemble du dossier de candidature et de l'offre est fortement préconisée.

Le titulaire adressera son pli selon les modalités définies au paragraphe 5.3 supra.

**ARTICLE 8 JUGEMENT DES CANDIDATURES****8.1 Nombre de candidats**

Pour chaque lot, le représentant du pouvoir adjudicateur procédera à la sélection de cinq (5) candidats (ou groupements), étant précisé que si, conformément à l'article R.2342-11 du code de la commande publique, le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur à cinq (5), le pouvoir adjudicateur pourra continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

**8.2 Analyse des candidatures**

Seuls les candidatures répondant aux critères suivants seront analysées :

- Avoir fourni l'ensemble des pièces administratives conformément aux prescriptions du présent règlement de consultation ;
- Avoir fourni les documents nécessaires à la demande de contrôle primaire sur la personne morale conformément aux prescriptions du présent règlement de consultation ;
- Posséder un chiffre d'affaires minimum requis (moyenne sur les 3 dernières années) et des références significatives et de complexité comparable à l'objet de l'accord-cadre démontrant la capacité du candidat à répondre aux exigences de l'accord-cadre

Le jugement de CANDIDATURES sera effectué selon les critères pondérés suivants :

1	Références de la société	<b>70 points</b>
2	Moyens humains	<b>30 points</b>

L'appréciation se fera au vu de l'ensemble des éléments remis selon l'appréciation qualitative suivante, qui sera ramenée au nombre de points total par sous-critère :

- 0% = répond de manière très insuffisante au critère ;
- 25% = répond de manière insuffisante au critère ;
- 50% = répond moyennement au critère, répond de manière succincte au minimum demandé ;
- 75% = répond de manière satisfaisante au critère, mais aurait pu être complété sur certains points ;
- 100% = répond de manière très satisfaisante.

Note éliminatoire :

- Une note inférieure à 25/100 entraînera l'élimination du candidat.

**ARTICLE 9 SUITE DE LA PROCEDURE**

Les candidats retenus pour la phase offre, après élection du représentant du pouvoir adjudicateur, recevront le cahier des charges. Ils devront produire un dossier administratif et un dossier technique.

Les critères de jugement des offres seront précisés dans le règlement de consultation de la phase offre et décomposés comme suit :

1	Prix	60 points
2	Valeur technique	40 points

**ARTICLE 10 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tout renseignement complémentaire nécessaire à la remise de leur offre, les candidats devront faire parvenir **au plus tard sept jours au moins avant la date de remise de l'offre** une demande écrite via la PLACE : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence de la consultation, projet n° **DAF\_2025\_000394**.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré un dossier.

**ARTICLE 11 JURIDICTION CHARGEE DES RECOURS**

Le tribunal administratif de Lille est seul compétent pour connaître des litiges nés de ce contrat et de sa procédure de passation. Ces derniers peuvent faire l'objet de recours dans les délais et conditions fixés par le code de justice administrative.

Tribunal administratif de Lille  
143 rue Jacquemars Giélée  
BP 2039  
59014 LILLE Cedex  
Tél : 03.20.63.13.00  
Mail : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé recours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Metz, le